

De vrais emplois, du temps pour vivre !

Nous voulons pouvoir profiter de la vie.

Nous vivons dans un pays riche où sévit un chômage de masse alors que les patrons et les actionnaires font des profits de plus en plus importants. Il est possible de réduire le temps de travail, non pas pour créer plus de flexibilité des salarié-es mais pour créer des emplois et améliorer leurs conditions de vie.

Le monde du travail et l'explosion de la précarité cantonnent les femmes dans des métiers dévalorisés (aide à la personne, nettoyage), prétendument sous qualifiés, sous-payés avec des horaires flexibles. Les femmes deviennent de fait des variables d'ajustement.

NOUS VOULONS

- Le rattrapage immédiat de tous les écarts de salaire entre les femmes et les hommes

- Les 32h pour toutes et tous : sans flexibilité ni annualisation, ni réduction de salaire et avec embauches correspondantes

- La transformation des contrats à temps partiels en temps complets pour celles et ceux qui le souhaitent : L'immense majorité des temps partiels ne sont pas choisis.

- La limitation des horaires de nuit, de week-end et des horaires morcelés des métiers liés à l'accompagnement humain

- La sanction systématique des entreprises qui ne respectent pas l'égalité professionnelle : Le CDI et le temps complet doivent être la norme sur le marché du travail

- La retraite à 60 ans, taux plein / 37,5 annuités et une pension minimum au SMIC

- L'indemnisation de toutes les formes de chômage avec un revenu minimum garanti au moins égal à 80% du SMIC :

Elle doit être assortie de cotisations sécurité sociale et retraite dès l'âge de 16 ans : y compris pour les primo-demandeur-ses d'emploi et les personnes en emploi précaire ou en temps partiel

- L'abrogation de la loi de 2013 sur la sécurisation de l'emploi (ANI), des lois Macron, Rebsamen et Travail qui aggravent la situation des femmes

NOUS REFUSONS

- La réduction des cotisations sociales patronales
- Le travail du dimanche pour les activités à but lucratif

Egalité dans les familles

Encore aujourd'hui, ce sont sur leurs épaules que repose l'éducation des enfants et les tâches domestiques, et le fait que certains pères puissent être très présents ne compense pas que l'immense majorité reproduit aujourd'hui des schémas familiaux d'un autre siècle.

Pour assurer le droit au travail des femmes, une politique publique doit favoriser un réel partage des tâches domestiques et d'éducation entre les femmes et les hommes et un réel accès à un mode d'accueil de qualité pour les enfants dès le plus jeune âge.

NOUS VOULONS

- La création d'un grand service public de la petite enfance de 0 à 5 ans se déclinant sous des formes diverses (halte-garderies, crèches publiques, écoles maternelles...). gratuits à tous niveaux à l'exemple de l'école maternelle avec une égalité d'accès sur tout le territoire.

- La création d'un service public de la prise en charge des personnes dépendantes

- L'individualisation de l'impôt et la constitution des droits sociaux propres

- Des campagnes publiques sur la nécessité du partage des tâches domestiques et familiales

- L'allongement des congés maternité et paternité avec un congé parental obligatoirement pris par les deux parents (si deux parents)

- Un accompagnement et un suivi des enfants et parents à la maison après une naissance ou une adoption : le renforcement des services de Protection Maternelle et Infantile

NOUS REFUSONS

- La fermeture des centres sociaux de proximité
- La remise en cause permanente du mariage et de l'adoption pour toutes et tous
- Les impôts indirects qui sont les plus inégalitaires et injustes
- Un salaire parental
- Le divorce sans juge, la médiation familiale obligatoire

Pas de peurs, pas de haines !

En 2017 en France, des femmes et des hommes sont victimes quotidiennement de violences racistes.

La banalisation permanente par les femmes et les hommes politiques d'un discours auparavant prôné par l'extrême-droite (mais nous n'oublions pas "Le bruit et l'odeur" de Jacques Chirac ou les discours de Manuel Valls) a fait reculer ce qui avait pu être gagné par les luttes : le droit de vivre ensemble en paix.

L'instrumentalisation et la banalisation de discours racistes et rétrogrades, font progresser l'extrême droite et donc les violences. Ces violences touchent particulièrement les femmes, d'autant plus que resurgit un ordre moral porteur de stéréotypes concernant le rôle, la place des femmes dans la société et la famille.

Le Front National et la Manif pour tous vont même jusqu'à instrumentaliser le discours féministe pour défendre un modèle passéiste de famille hétérosexuelle.

Nous luttons pour l'égalité entre les femmes et les hommes, sur tous les terrains, il est donc essentiel pour nous de lutter aussi contre le racisme et les discours réactionnaires.

NOUS VOULONS

- Le droit de vote à toutes les élections des étrangers
- L'application stricte des Lois existantes contre les discriminations

NOUS REFUSONS

- La censure morale ou religieuse sur les programmes scolaires, les recherches universitaires et la vie culturelle et sociale
- L'exclusion en matière de droits sociaux, de systèmes d'enseignement, d'activité politique et syndicale sur des critères de nationalité et de religion
- Tous les intégrismes et nous sommes solidaires avec les femmes qui en sont victimes
- Les contrôles au faciès

Solidarité Internationale et avec les femmes migrantes

Femmes violées, excisées, battues, lynchées, mises au ban de la société, le tableau est noir et s'obscurcit de par le monde. Les voix s'élèvent contre le recul du droit à l'IVG, les violences, la prostitution, le sort qui est réservé aux femmes, parce qu'elles sont des femmes.

130 millions de filles et de femmes dans le monde ont subi des mutilations génitales.

60 millions de filles sont mariées dans le monde avant leur 18 ans.

La lutte pour les droits des femmes est internationale.

Les femmes migrantes qui arrivent en France grâce au regroupement familial ne possèdent pas de titre de séjour en propre, elles sont donc dépendantes de leur mari; si celui-ci désire divorcer, elles se retrouvent sans papier.

Des conventions bilatérales existent entre certains pays et la France qui font que c'est la législation de ces pays, souvent moins favorable pour les femmes, qui s'applique en France.

Des femmes sont menacées dans leur pays du fait qu'elles sont femmes et/ou lesbiennes (traite des êtres humains, mariage forcé, violences...). Sur les chemins de l'exil, les femmes sont victimes de violences, de la prostitution, de viols. A leur arrivée, elles ont besoin d'accompagnement et de soins spécifiques.

NOUS VOULONS

- Des droits sociaux égaux étranger-es / Français-es

- L'application des textes sur la prise en charge à 100% de l'IVG des femmes migrantes

- Un statut autonome pour les femmes migrantes : L'obtention d'une carte de 10 ans individuelle, non susceptible d'être remise en cause en cas de rupture conjugale et permettant de travailler

- L'application de la convention de Genève et reconnaissance du statut de réfugiée à toutes les personnes victimes ou menacées comprenant le sexisme et la lesbophobie

- L'Aide médicale d'Etat comme droit national pour les sans-papier-es : Les sans-papier-es doivent pouvoir bénéficier des taux de remboursement appliqués par la sécurité sociale. L'accès à la santé doit être égal pour toutes et tous.

- L'accès à des soins et accompagnement spécifiques en langue maternelle pour les femmes migrantes

- Le droit d'asile pour les femmes persécutées, ou menacées de l'être, pour fait de sexisme ou de lesbophobie

Le refus d'accorder le droit d'asile aux femmes a trop souvent pour conséquence de les jeter dans les bras des proxénètes.

NOUS REFUSONS

- L'application sur le territoire français de décisions de justice prises sur la base des Codes de statut personnel rétrogrades de certains pays d'origine



Une école émancipatrice

Éduquer à l'égalité est un enjeu de société. L'inégalité femmes-hommes est une construction sociale. La publicité et les médias continuent de véhiculer des stéréotypes et des images dégradantes de « la » femme, entre objet sexuel perpétuellement disponible et fée du logis.

Faute de moyens, de formation et de volonté politique, l'École ne remplit pas correctement sa mission d'émancipation individuelle et collective des stéréotypes.

Elle reste un lieu de reproduction des inégalités.

C'est dans les consciences que l'égalité doit devenir réelle, et les lois et actions publiques sont les premières garantes des droits qui ont été conquis.

NOUS VOULONS

- Une véritable politique éducative nationale non sexiste, luttant contre la lesbophobie et l'homophobie, à tous les stades de la socialisation :

La problématique des rapports de domination entre les hommes et les femmes et de la construction sociale des rôles féminins et masculins doit être prise en compte tant au niveau des programmes que de l'orientation scolaire et professionnelle et de l'animation éducative

- Des séances d'éducation à la sexualité, égalité filles-garçons obligatoires à tous les niveaux de la scolarité

Elles doivent être adaptées à chaque niveau d'enseignement et doivent faire partie intégrante de la formation des jeunes. Le manque de temps de formation et de moyens des personnels, ainsi que le manque de moyens accordés aux associations pouvant intervenir lors de telles actions, pèsent sur la faisabilité de ces séances, censées être au nombre de trois par an dès le primaire. L'éducation à la sexualité ne saurait se réduire à la biologie de la reproduction ou à la prévention sanitaire, elle doit aussi concerner la relation affective, le désir, le respect entre partenaires, la lutte contre la phobie des lesbiennes, gays, bi et transsexuels.

- Une formation initiale et continue de tous les personnels à l'égalité femmes-hommes Elle devra inclure la question des violences sexistes et sexuelles et les enjeux de la lutte contre le sexisme dans la protection de l'enfance et de l'adolescence

NOUS REFUSONS

- Le dualisme scolaire confessionnel et patronal et le financement de l'école privée

- La baisse permanente du financement des actions éducatives par l'Etat dans les établissements scolaires et la mise en concurrence permanente entre établissements à travers la recherche de subventions diverses pour mettre en place des projets éducatifs

Violences, une Loi, des moyens !

Nous ne voulons plus être l'objet de violences masculines. Des lois existent, gagnées par les féministes, il faut qu'elles soient appliquées.

Mais nous avons besoin de davantage, une loi-cadre qui prenne en compte tous les aspects de la lutte contre les violences faites aux femmes : prévention, sensibilisation du public, accompagnement des victimes, solidarité financière et sanction des agresseurs.

Elle inclura l'éducation contre les stéréotypes sexistes et lesbophobes, contre la prostitution, la formation de tous les professionnels d'accueil et de soutien, de santé, d'hébergement, d'emploi, les questions de solidarité matérielle; les aspects institutionnels, judiciaires et pénaux, la réinsertion des agresseurs.

Aujourd'hui, les femmes font face à de trop nombreuses embûches quand elles dénoncent les violences dont elles sont victimes. La justice ne les entend. C'est pour cela que nous réclamons des tribunaux dédiés aux violences faites aux femmes avec des magistrat-es formé-es et ayant des compétences à la fois pénales et civiles.

Les victimes doivent pouvoir, même tardivement, dénoncer les agresseurs. Pour cela les délais de prescription doivent être allongés substantiellement. Le sexisme, de plus en plus dénoncé, doit faire l'objet d'une loi et des campagnes pérennes doivent être mises en place par les différents ministères.

Non, les violences sexistes et sexuelles ne sont pas des violences comme les autres !

NOUS VOULONS

- Une loi globale contre les violences faites aux femmes

- Des moyens et une véritable volonté politique pour l'application des lois existantes sur les violences faites aux femmes dont la récente Loi sur le système prostitutionnel

Nous exigeons qu'une commission de contrôle multipartite soit mise en place. Y siègeraient les pouvoirs publics, des parlementaires et des associations de défense des droits des femmes.

NOUS REFUSONS

- La déqualification du crime de viol en délit
- La banalisation systématique des violences faites aux femmes et la culpabilisation des victimes

Egalité par les services publics

Le service public doit se développer pour répondre aux besoins fondamentaux de toutes et tous en respectant l'égalité de traitement et d'accès. Cela nécessite de reconstruire un réseau de services publics de proximité couvrant l'ensemble du territoire.

Il faut aussi prendre en compte les contraintes (mobilité, accès financier, dépendance...) qui pèsent particulièrement sur les femmes.

POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ, NOUS VOULONS

- L'abrogation de la loi HPST et de la tarification à l'acte : La loi Hôpital Patients Santé Territoire a achevé le travail, démantelant l'hôpital public et rayant de la carte plus de 800 maternités et plus de 160 centres IVG.

- Le remboursement à 100% des soins médicaux
- Des centres sociaux de proximité
- L'application de la loi sur les réquisitions de logements
- L'abrogation par l'Etat des loyers et des logements décentés
- La résorption immédiate de la précarité dans la fonction publique

POUR DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES, NOUS VOULONS :

- Un Ministère des Droits des Femmes de plein exercice et l'augmentation de son budget 0,0066% du budget général de l'Etat pour l'égalité femmes-hommes, ce n'est pas assez!

- Des subventions pérennes pour les associations qui remplissent des missions de service public puissent fonctionner

Être libres de faire ou non des enfants

Nous avons gagné l'avortement il y a plus de 40 ans. Et pourtant certain-es remettent encore en cause ce droit fondamental.

Le droit à disposer de son corps fait partie intégrante des droits des femmes.

Ce droit ne peut être le prétexte à la marchandisation du corps des femmes, comme pour la Gestation Pour Autrui

NOUS VOULONS

- Un Centre d'Interruption Volontaire de Grossesse dans chaque hôpital public avec du personnel dédié et un réel choix de la méthode
- La suppression de la clause de conscience spécifique pour l'IVG Aujourd'hui les médecins ont tous le droit de refuser un acte médical qui irait à l'encontre de leur conscience. Pour l'avortement il a été rajouté une clause de conscience spécifique.

- Le remboursement à 100% de tous les moyens de contraception et une campagne d'information nationale sur les différents moyens de contraception

- Une information et une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge dans le cadre de l'école et dans les PMI et les Centres de Planification et d'Education Familiale

- L'inscription dans la constitution française du droit à l'avortement
- Des Centres de Planification et d'Education Familiale et dans tous les hôpitaux publics :

Avec la possibilité, en leur sein, d'une pratique des IVG instrumentales sous anesthésie locale

- La PMA pour toutes les femmes quelle que soit leur orientation sexuelle en couple ou non

L'extension du délit d'entrave à l'IVG au numérique

NOUS REFUSONS

- La Loi Hôpital Patients Santé Territoires
- La Gestation Pour Autrui

Si nous étions présidentes, nous changerions la vie entière !

Une campagne présidentielle, c'est visiblement une guerre mais aussi une promesse.

Peu ont été tenues, sauf celles qui ont continué à creuser les inégalités.

Les fosses creusées par le **sexisme**, le **racisme**, le **capitalisme**, deviennent des mers qu'on nous dit infranchissables, ce dont on finit par se convaincre tellement il est difficile pour chacun-e d'entre nous **suivant son sexe, sa couleur de peau, son origine, sa classe sociale**, de venir à bout des fins de mois, de dépasser la violence de ces deux systèmes que sont le **capitalisme et le patriarcat**.

Une campagne, c'est aussi ce qui peut enfin advenir, ce qui peut être possible, ce qui est possible.

Les armes de notre guerre de conviction ne tuent pas, elles abattent des murs.

Ces armes ce sont les luttes dans lesquelles se construisent la solidarité et la justice.

Ces armes, ce sont **nos espoirs, nos projets**, ce que nous voulons faire de notre monde. Celui des femmes, des hommes, des enfants, qui souffrent chaque jour dans leurs vies, dans leurs corps, de ce que les auto-proclamés puissants leur infligent : la précarité, le recul de leurs droits sociaux, le déremboursement de leurs médicaments, une politique fiscale injuste, une école qui ne donne pas les moyens aux enseignant-es de faire leur métier et qui ne garantit plus l'égalité, des hôpitaux au personnel épuisé, des femmes violentées qu'on ne croit pas, des licenciements à tours de bras.

L'objectif est donc de s'armer, de construire notre projet, **un projet féministe lutte de classes, de forger nos revendications pour un monde plus juste.**

Nos armes, nos réflexions, nos combats ne sont pas sans effets : nous gagnons parfois, trop peu, mais nous sommes encore debout.

Un projet féministe lutte de classes, c'est un projet de société global qui touche toutes les sphères de nos vies, ici et ailleurs. Il parle du travail, des services publics, du droit à l'avortement, du droit des femmes à disposer de leur corps, de solidarité internationale, de l'école, des enfants, de la répartition des richesses, du racisme nauséabond qui s'exprime chaque jour, du refus radical d'un ordre moral qui n'a d'ordre que le nom tellement il fusille la solidarité. Cet ordre moral qui préfère faire monter la haine de l'autre, vénère la colonisation, parle de première fille de l'église au lieu de parler de la laïcité comme nous la voulons, respectueuse des différences et protectrice des droits collectifs.

Un projet féministe lutte de classes n'oublie jamais que le **patriarcat et le capitalisme tuent conjointement**, que des femmes et des enfants meurent sous les coups des violences conjugales et que les plus fragiles succombent par manque de soins, de travail, d'accompagnement car les choix aujourd'hui, sous prétexte de la crise, sont des choix réels de scinder la société en deux : ceux qui vivent et celles et ceux qui survivent.

Aujourd'hui, le Collectif National pour les Droits des Femmes, 20 ans après sa naissance, 5 ans après ses derniers États Généraux, souhaite partager son projet. Il a été construit par des femmes et quelques hommes qui travaillent et agissent chaque jour pour la défense des droits des femmes individuellement ou dans leurs organisations, des femmes dont la politique n'est pas le métier.

«Nous Présidentes», ce sont des revendications que nous ferons vivre dans cette campagne sur le terrain.
Ce «Nous Présidentes», c'est ensemble et seulement ensemble que nous le construisons.

Qui sommes-nous ?

Nous avons 20 ans, le plus bel âge. Notre Collectif National pour les Droits des Femmes a 20 ans. Jeunes mais déjà riches de combats, de luttes, de réflexions qui ont forgé notre expérience.

Nous sommes nées dans les luttes.

Celle de juin 1995 contre la volonté du régime chiraquien post mitterrandien d'amnistier les commandos anti avortement.

Celle de la manifestation du 25 novembre 1995 où 40 000 personnes venues de toute la France ont manifesté pour les droits des femmes à l'appel de la Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception.

Celle du formidable mouvement social de novembre décembre 1995 contre le plan Juppé sur la Sécurité sociale.

Nous travaillons sans cesse pour l'unité des luttes en faveur des droits des femmes.

Nous réunissons en notre sein des associations féministes, des syndicats et des partis de gauche et d'extrême gauche car les féministes sont partout.

Nous sommes féministes lutte de classes car nous croyons que, comme le combat féministe, le combat contre le capitalisme est toujours d'actualité. Nous soutenons les combats des femmes contre la précarité, des ouvrières en lutte pour leur dignité, des femmes et hommes sans papiers pour leur régularisation.

Nous nous fixons comme objectif de faire passer dans les faits, dans la pratique, l'égalité formelle que les femmes ont conquise durant tout le vingtième siècle et le début du vingt et unième. Car le problème est bien là : nous avons obtenu l'égalité des droits mais pas l'égalité dans la réalité.

Nous intervenons dans tous les domaines pour faire avancer l'égalité.

Nous avons été de toutes les manifestations en 2016 contre la loi travail comme en 2010 contre la réforme des retraites de Sarkozy. Nous avons avec d'autres structures mené une campagne pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes en 2011 et 2012.

En 2007 nous avons rédigé une "proposition de loi cadre contre les violences faites aux femmes" qui, après un long cheminement, a donné lieu au vote de la loi du 9 juillet 2010. La fameuse, celle qui a instauré l'ordonnance de protection.

Nous avons impulsé, en 2016 toujours, le collectif "Droits des femmes contre les extrêmes droites" pour lutter contre leur idéologie raciste, sexiste, nauséabonde et leur démagogie concernant les femmes.

Nous organisons les manifestations du 8 mars pour la Journée internationale de luttes pour les droits des femmes et celle du 25 novembre contre les violences faites aux femmes.

Bref, notre combat ne s'arrête pas, jamais.
collectifdroitsdesfemmes@gmail.com

WWW.COLLECTIFDROITSDESFEMMES.ORG

WWW.NOUSPRESIDENTES.ORG

